

NÉGOCIATIONS PALESTINE-ISRAËL

Comment gagner du temps

D'aucuns sont sceptiques quant aux résultats qui sortiraient de ces négociations. Il y a de nombreuses raisons à leur scepticisme. Depuis sa création par l'ONU, cet Etat s'est fait remarquer par son art d'allier le cynisme au pragmatisme. Cynisme car il ment, masacre, occupe et pratique la politique du fait accompli en se faisant passer pour la victime à grand renfort de «moral, de culpabilisation et du droit». Il a poussé son effronterie jusqu'à se faire passer pour le petit David face au Goliath alors qu'il écrasait les Palestiniens par une des plus fortes armées du monde.

Pragmatisme car il sait évaluer le rapport de force, fait mine de s'y adapter pour uniquement gagner du temps en laissant passer la tempête. Pour cerner sa «philosophie», il suffit de se référer aux circonstances de sa création et de suivre ensuite sa conduite depuis 1948 à aujourd'hui.

Cet Etat n'a aucune légitimité historique, il n'a que le bénéfice d'une légalité que lui confère son statut de membre de l'ONU dont il ne respecte aucune résolution. Il a signé les accords d'Oslo en 1993, un simple bout de papier pour lui puisqu'il a continué allégrement à grignoter mètre après mètre la Palestine.

Les colons sont aujourd'hui 500 000 et les prisons sont bondées. En contre-partie, il a récolté sa reconnaissance par l'OLP et la fin de la lutte armée (terrorisme pour lui) de la part de l'Organisation palestinienne, c'est tout «bénéf» (bénéfice) pour lui. Alors pourquoi a-t-il décidé de reprendre les négociations ? Ce sont la conjugaison de plusieurs facteurs internes et externes qui sont à l'origine de cette décision. Il va faire le dos rond en attendant comme d'habitude de revenir à ses amours obsessionnelles, l'occupation totale de la Palestine pour concrétiser le rêve délirant du grand Israël.

Les facteurs externes

Les bouleversements du monde arabe vont introduire de nouveaux paramètres qui vont



Mahmoud Abbas

engendrer une nouvelle carte géopolitique. Israël n'aura plus autour de lui des régimes de dictatures opprimant leurs propres peuples et vivant des subsides des Etats-Unis ou dépendant pour leur sécurité de protecteurs étrangers. L'inévitable démocratisation de ces pays introduira les peuples sur la scène politique et là ça sera une autre paire de manches. Jusque-là Israël s'enorgueillit d'être un îlot de démocratie et de prospérité au milieu de «peuples fanatiques donc intolérants».

- La position de l'Union européenne qui vient d'interdire les produits israéliens provenant des territoires occupés est un coup rude pour Israël. Pas tant pour des raisons économiques (même si ça va faire mal aux poches des colons qui vont perdre des marchés) mais politiques parce toute l'Europe considère que les colonies y compris Jérusalem sont des territoires occupés, donc palestiniens. L'UE joint enfin un geste (ce n'est pas trop tôt) à sa parole car elle veut aussi tenir compte des nouveaux rapports de force dans ce Moyen-Orient compliqué mais indispensable à son marché et ses besoins en énergie.

- Le forcing remarqué des Etats-Unis vise à atteindre deux objectifs, protéger Israël pour des raisons de politique intérieure américaine tout en tenant compte comme tout le monde des changements politiques de la région. Ce double objectif leur permettra de se tourner vers le Pacifique (n'oublions pas que les Etats-Unis sont une puissance de cet



Netanyahou

océan) où se situent de grandes puissances économiques, Japon un allié mais aussi l'Inde et surtout la Chine, puissance politique et militaire qui peut troubler le jeu américain. Le forcing américain a produit ses fruits car les Etats-Unis ont des moyens traditionnels de pression (aide militaire et diplomatique). Comme cela ne suffisait pas, les Etats-Unis ont dû sortir la grosse artillerie, leur soutien sous différentes formes pour empêcher l'Iran d'acquiescer la bombe atomique, le cauchemar absolu d'Israël. On peut douter à juste raison de l'efficacité de ces pressions tant Israël a habitué le monde à passer outre. Sauf qu'il ne faut pas oublier que les Etats-Unis mettent au-dessus de tout et leurs intérêts et leur sécurité.

N'oublions pas qu'ils ont forcé Israël à évacuer le Sinaï qu'il a occupé en 1956 en profitant de l'agression de l'Égypte par les Anglo-français. Ils ont obligé un Israël furieux et anxieux à ne pas répondre aux Scoups de Saddam Hussein qui se sont abattus sur Tel-Aviv pour ne pas faire éclater en 1991 leur coalition anti-Irak avec des pays arabes. Ayant aussi à l'esprit le Genève 2 fruit de «l'entente américano-russe» actuelle sur la Syrie qui contredit la politique franco-britannique et gêne leurs valets (Arabie saoudite et Qatar).

- Un dernier facteur refroidit ses ardeurs. Il sait que ses promenades au Liban et à Ghaza se paient très cher en hommes et en isolement et hostilité de l'opinion mondiale. Tous ces facteurs énumérés ici de politique étrangère, Israël doit en tenir compte par

réalisme. Il va essayer de prendre la position du roseau qui plie sans céder au lieu de faire le chêne qui en résistant se fait déraciner par la tempête. Il veut gagner du temps en attendant des jours meilleurs.

Mais à mon avis le facteur qui va faire capoter ces négociations est d'ordre interne. Israël va buter contre les contradictions héritées de son histoire et des réalités de la politique interne du présent. Cet héritage est constitué de son messianisme religieux et du mythe du grand Israël. Les réalités politiques d'aujourd'hui, les Palestiniens avec leur lutte ont imposé l'idée d'un Etat palestinien à la quasi-totalité de l'ONU où la Palestine siège en tant que membre observateur. L'échec des actuelles négociations lui ouvriront les portes de membres de plein droit de l'organisation internationale.

La Palestine peut alors attaquer Israël pour crimes de guerre devant les tribunaux internationaux, un autre cauchemar pour tous les généraux israéliens qui ont rasé des villages et tué femmes, enfants et vieillards. Israël est donc devant un dilemme, accepter un Etat palestinien ou bien un Etat binational.

Un Etat palestinien dans les frontières de 1967 est redouté par tous les partis politiques israéliens qui lui préfèrent un Etat croupion dont le territoire est en forme de gruyère dont les trous sont occupés par des colonies. Un tel Etat est évidemment rejeté par les Palestiniens et la communauté internationale. Des forces politiques en Israël prendraient le risque d'une implosion interne que d'évacuer des territoires et surtout Jérusalem.

L'enfer serait total s'ils voient ne serait-ce qu'une partie des réfugiés rentrer sur leur terre. L'autre perspective à l'horizon, c'est un Etat binational sur le long terme par la «simple» démographie des Arabes israéliens ou bien en l'absence d'un Etat palestinien qui se traduira par l'intégration du reste de la population palestinienne.

Etat palestinien ou Etat binational, Israël est dans une impasse et dans les deux cas c'est la fin

Par Ali Akika

du mythe du grand Israël, Etat juif pour les Juifs du monde entier.

Si l'on conjugue tous les facteurs externes et les prétentions d'Israël, il est facile de parier sur l'impasse des actuels pourparlers.

L'isolement diplomatique international d'Israël symbolisé par l'adhésion de la Palestine à l'ONU et la prise de position de l'Union européenne sont des pressions auxquelles s'ajouteront à l'avenir d'autres initiatives qui rendront l'atmosphère insupportable pour Israël.

Les actuelles négociations ont pour but de lui permettre de desserrer l'étau pour avoir le temps de préparer un plan Oslo 2 pour rouler dans la farine les Palestiniens. Sauf que ces derniers les ont pratiqués sur le terrain militaire et maintenant diplomatique. Israël ne pourra plus leur faire avaler des couleuvres dont la dernière est la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat juif. La ficelle est trop grosse. Il va mettre sur la table de négociation cette obscène notion d'Etat juif pour faire traîner les négociations et rejeter l'échec sur les Palestiniens. Technique bien connue. A chaque fois, il sort une nouvelle exigence, charte caduque de l'OLP, reconnaissance d'Israël, arrêt du terrorisme, etc. Il faut espérer que les Palestiniens accompagneront le menteur jusqu'à la porte comme dit le proverbe. L'accompagner seulement sans rien lui céder, il a déjà piqué 80% de la Palestine.

Mais aujourd'hui, quand bien même leurs stratégies sortiraient de leur besace les outils sophistiqués du cynisme et inonderont le monde de leur propagande, ils seront bien obligés d'abattre le mur qui encercle actuellement les villes et villages palestiniens.

Les Palestiniens ont le droit pour eux, le rêve de la Palestine les habite et ne les quitte jamais, ils ont le temps pour eux et la patience est une vertu qui sied à l'Histoire des peuples qui finissent par triompher de leurs bourreaux.

A. A.